



Déclaration préalable

CTSD76

mardi 1^{er} février 2022

Mesdames et messieurs les membres du CTSD,

Aujourd'hui, nous avons à nous prononcer concernant les mesures de cartes scolaires dans le 1^{er} degré. Malgré le travail sérieux des divers services de la DSDEN, l'UNSA Éducation prendra toutes ses responsabilités par son vote.

En effet, la profession ne peut comprendre aujourd'hui que l'on réduise les effectifs d'enseignant·e·s, que l'on ferme des classes, ou que l'on augmente des effectifs élèves dans certaines classes... alors même que nos revendications et nos attentes sont sur un recrutement massif.

Durant cette pandémie, la crise sanitaire a affecté la confiance dans l'Institution. Aujourd'hui, la défiance est de mise. Défiance envers le Ministre de l'Éducation, défiance envers l'Institution, qui ne cesse de détruire l'idéal Républicain qu'est l'Éducation nationale publique au profit de l'enseignement privé. Défiance lorsque les promesses s'accumulent et que sur le terrain rien ne se passe.

La mobilisation du 13 janvier montre bien qu'il faut une autre politique du ministre de l'Éducation nationale, qui a trop longtemps méprisé ses agents.

Le dialogue social, nouvellement annoncé par le Ministre, n'a pas été coupé dans notre département, nous ne pouvons que le saluer. Mais un véritable dialogue social, ce n'est pas seulement proposer des audiences, ou écouter des déclarations préalables en Instance. C'est aussi prendre en compte les propositions, s'en inspirer et les utiliser.

À l'UNSA Éducation, nous nous opposons quand nous pensons que d'autres solutions sont possibles. C'est la raison d'être de nos missions syndicales. C'est le cas aujourd'hui.

Les organisations syndicales ne se sont pas encore prononcées sur la carte scolaire. Pour l'UNSA Éducation, l'opposition syndicale constructive est utile. Nous souhaitons continuer à travailler en confiance avec les partenaires de l'administration. Nous voulons considérer que le travail et l'avis des

organisations syndicales comptent. C'est pourquoi nous n'avons pas communiqué de façon systématique aux établissements ou écoles les résultats du projet de carte scolaire à l'issue du groupe de travail. Nous ne donnons pas aux collègues l'illusion de la primeur, mais nous comptons les informer justement et clairement, à l'issue du dialogue social. Car nous voulons être partie prenante, dans le dialogue et l'échange constructif, et pas seulement secrétaire ou annonceur.

Nous serons très vigilants à ce que vous proposerez en juin au moment de la phase d'ajustement, en espérant que vous fassiez entendre au Ministère nos revendications : la création de plus de postes de remplaçants, assez de création de dispositifs ULIS pour réduire les effectifs et prendre en charge les élèves sur liste d'attente.

Nous espérons enfin que la carte scolaire se fasse avec de vrais moyens supplémentaires et non avec la pression de devoir prendre aux uns à chaque fois qu'il faudrait donner aux autres

Je vous remercie.